



Réservé aux abonnés

Au lendemain des élections, Israël cherche à conjurer l'incertitude

Par **Guillaume de Dieuleveult**, Envoyé spécial à Jérusalem

Publié le 28/10/2026 à 19h12



Une publicité mettant en scène le premier ministre israélien, Benjamin Netanyahu, et Gadi Eisenkot, dirigeant du parti Yashar, à Tel Aviv, le 27 octobre. *Jamal Awad/dpa via Reuters*

RÉCIT - Benjamin Netanyahu, premier à la Knesset, n'atteint pas la majorité. Gadi Eisenkot aura du mal à former un gouvernement sans le soutien des partis arabes.

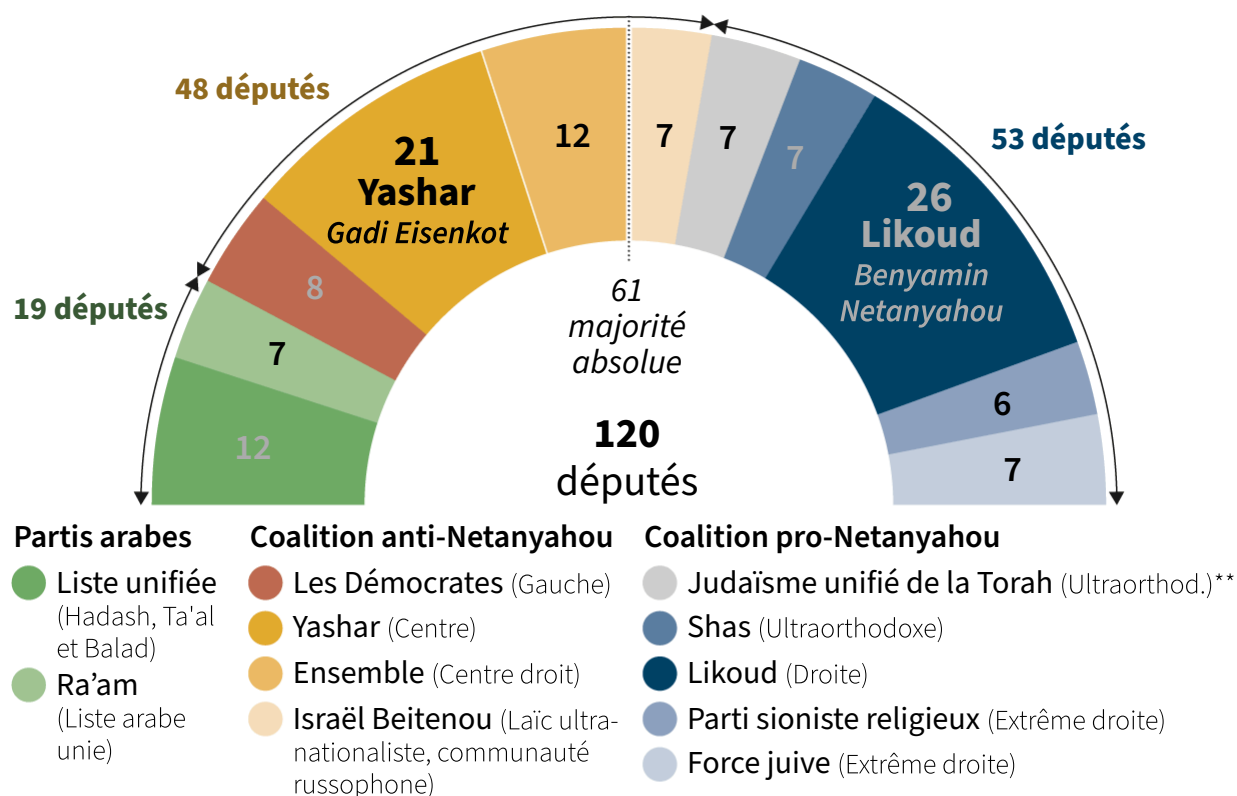
Les élections étaient historiques, les enjeux cruciaux, le pays à la croisée des chemins... mais les urnes n'ont pas tranché. Mercredi après-midi, alors que la quasi-totalité des bulletins de vote déposés la veille par les quelque 7 millions d'électeurs israéliens avaient été dépouillés, aucun parti n'était en mesure de s'imposer pour prendre la tête d'une majorité.

Émergeant des brumes de la politique israélienne, certaines évidences commençaient toutefois à s'imposer. Personne n'aurait parié que Benyamin Netanyahou survivrait politiquement à la catastrophe du 7 Octobre. Pourtant, trente ans après avoir été désigné premier ministre pour la première fois, le chef du Likoud s'impose encore comme le pivot de la vie politique israélienne, la figure autour de laquelle tout s'organise, l'adhésion comme le rejet. Avec 26 députés, il parvient à conserver au Likoud le rang de premier parti à la Knesset. Il ne peut pas être désigné comme le vainqueur de l'élection, puisque sa coalition, telle qu'elle est aujourd'hui, rassemble 53 sièges, loin des 61 nécessaires pour obtenir une majorité. Mais il n'a pas perdu non plus : rien, dans les prochaines semaines, ne se fera sans lui en Israël.

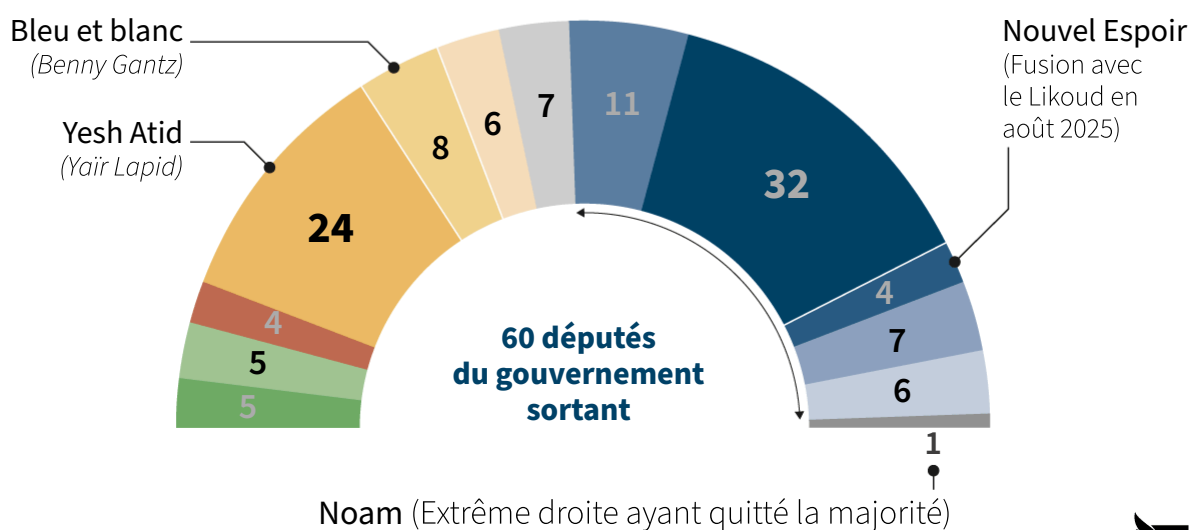
Composition probable de la future Knesset...

Répartition en sièges en fonction des résultats préliminaires*

* Sur 85,6 % des bulletins de vote



... comparée à la 25e Knesset sortante



Source : Israel Policy Forum

** Bien qu'ayant quitté le gouvernement sortant en juillet 2025



Eisenkot n'a pas tout perdu

Quant à Gadi Eisenkot, son principal rival, il a échoué dans son pari de siphonner les électeurs du Likoud. Il n'a pas pour autant tout perdu. Yashar, le parti qu'il a fondé il y a un an, devient la deuxième force de la Knesset, avec 21 députés. Mais la coalition hétéroclite dont il avait été présenté comme le leader du fait de sa popularité ne réunit que 48 députés.

En repoussant d'emblée la possibilité de former une alliance avec un parti arabe, Eisenkot s'est mis dans une impasse. Il est tombé dans le piège que lui avait tendu Benyamin Netanyahu, qui a choisi de faire de cet enjeu l'axe de sa campagne. Avec son slogan « *Yamine o Falestine* », « la droite ou la Palestine », le chef du Likoud laissait entendre que, en cas de défaite de son bloc, Israël serait menacé par une union des gauchistes et des Frères musulmans. Or, mis à part Les Démocrates de Yair Golan, on peut difficilement placer les autres partis de l'opposition sur la gauche de l'échiquier politique israélien. Mais l'argument semble avoir porté, et le chef du Likoud est parvenu, en dramatisant les enjeux, à maintenir ses troupes unies.



Une chose doit être claire, et je l'avais déjà dit avant les élections : nous devons faire tout ce que nous pouvons pour éviter de nouvelles élections. J'espère donc que chacun viendra (aux consultations, NDLR) avec l'esprit ouvert

Isaac Herzog, président de la République Israélien

La percée des partis arabes, qui à eux deux rassemblent 19 députés, est l'autre événement de ces élections. Ils s'imposent comme les maîtres du jeu, soit dans l'hypothèse d'un gouvernement minoritaire qui pourrait bénéficier de leur soutien passif, soit avec une participation active, comme Mansour Abbas, le leader du parti Raam, s'y est déjà montré résolu.

Un homme discret sort de l'ombre

Désormais, toute l'attention se porte sur un homme discret : le président de la République, Isaac Herzog. Mercredi 4 novembre, une fois les résultats officiels publiés par le Comité électoral central, il disposera de sept jours pour confier à un député de la Knesset la charge de former un gouvernement. Il n'est pas contraint d'assigner cette tâche au parti le plus nombreux, mais à celui dont il estime qu'il a le plus de chance de regrouper les précieux 61 sièges. Cette personnalité disposera d'une période de 28 jours, assortie d'un délai supplémentaire de 14 jours, pour trouver une majorité.

En cas d'échec, le président pourra se tourner vers un autre parlementaire qui pourra compter, lui aussi, sur le même délai. Sans gouvernement au terme de ces 84 jours, de nouvelles élections devront être organisées. Isaac Herzog a déjà fait savoir qu'il souhaitait éviter cet écueil, dans un communiqué publié mercredi après-midi. « *Une chose doit être claire, a-t-il fait savoir, et je l'avais déjà dit avant les élections : nous devons faire tout ce que nous pouvons pour éviter de nouvelles élections. J'espère donc que chacun viendra (aux consultations, NDLR) avec l'esprit ouvert.* »

La perspective de nouvelles élections est pourtant la plus réaliste, estime Assaf Shapira, politologue et chercheur à l'Israeli Democracy Institute, un think-tank libéral. « *Les politiciens sont des gens très pragmatiques, donc nous ne pouvons pas savoir ce qu'il va se passer. Des députés élus sous les couleurs d'un parti peuvent même choisir d'en soutenir un autre* », s'amuse-t-il.

Désormais, chacun sort sa calculatrice. C'est une deuxième manche qui s'engage, dans laquelle tous les coups sont permis, tous les scénarios envisageables, et toutes les alliances susceptibles de se briser. Au sein de la coalition emmenée par Eisenkot, le parti Ensemble s'impose comme la deuxième force, avec 12 députés. Il est emmené par le duo Naftali Bennett-Yair Lapid, qui a déjà exercé le pouvoir entre 2021 et 2022, grâce notamment au soutien du parti arabe Raam. Un scénario est évoqué çà et là, selon lequel Naftali Bennett, un homme de droite, proche du courant sioniste religieux, pourrait être tenté par un rapprochement avec Benyamin Netanyahu.

C'est lui qui a mené cette campagne électorale, avec succès, multipliant les apparitions dans les « parlements », ces sortes d'assemblées populaires informelles au cours desquelles il s'est prêté à des débats sans faux-semblant. Il a su s'attirer une certaine popularité auprès de la jeunesse. Avigdor Lieberman, l'autre baron de cette coalition, est quant à lui moins susceptible de s'allier avec Netanyahu, car ce nationaliste laïc a fait de la conscription obligatoire des jeunes ultraorthodoxes un des axes de sa politique. Or, les partis ultraorthodoxes sont des alliés incontournables de Netanyahu. Ils comptent chacun sept députés, et l'exemption du service militaire est une condition sine qua non de leur fidélité. À moins que Gadi Eisenkot ne parvienne à trouver un terrain d'entente avec l'un d'eux.

Gouvernement minoritaire

Malgré son échec relatif, l'ancien chef d'état-major de l'armée israélienne est loin d'être hors jeu. Il a de multiples cartes à jouer. La première question est de savoir s'il va parvenir à se tirer de l'ornière et à trouver un accord avec les deux partis arabes. Cela lui permettrait de prendre la tête d'un gouvernement minoritaire, ce qui s'est déjà vu en Israël. Yair Golan, le chef du parti de gauche Les Démocrates, fort de ses 8 sièges, s'est fait l'avocat de pareil scénario. Mais il est un peu le seul à plaider dans ce sens. La perspective d'un gouvernement allié à des Arabes est très impopulaire en Israël, où le 7 Octobre semble avoir brisé, pour longtemps, toute confiance et toute volonté d'envisager un avenir commun avec les Palestiniens.

En attendant qu'une solution ne s'impose, Benyamin Netanyahou restera premier ministre. Il disposera de la plupart des pouvoirs, notamment dans le domaine de la sécurité et de la défense. De leur côté, les députés qui siégeront au sein de la 26^e Knesset pourront voter des lois. « *Ils pourront par exemple abolir la loi qui prévoit de changer la composition du comité judiciaire* », prévoit Assaf Shapira. En 2023, cette loi avait provoqué une crise inédite, jetant des centaines de milliers d'Israéliens dans les rues et illustrant la division, toujours d'actualité, entre les progressistes laïcs et les conservateurs religieux. Israël reste tiraillé entre ces deux modèles de société. Les élections de mardi n'ont pas permis de donner une orientation au pays, et le problème reste entier.